

COMPTE RENDU DU COLLECTIF NATIONAL DU 04 ET 05 OCTOBRE 1997

Rapports de Karine et de Marie-Noëlle

(excusez-moi si les idées vous semblent très peu ordonnées ; j'ai tenté de restituer le rapport comme l'a conçu Karine, c'est à dire de manière très désordonnée...)

I-) Le bilan de la rentrée

Depuis le Congrès de Toulouse, un paramètre nouveau doit être pris en compte : la victoire de la gauche aux législatives, permise par le rassemblement de la gauche autour du Parti Socialiste. De nombreux « mieux » sont sensibles depuis : l'abandon partiel ou total de l'application de la réforme Bayrou dans de nombreuses universités, des promesses budgétaires non négligeables concernant l'enseignement supérieur, la diminution du budget de l'armée de manière sensible... Mais de nombreux besoins restent à combler, tant budgétaires que structurels.

Le bilan de l'UNEF depuis la rentrée est *globalement positif*. La présence de l'UNEF à la manifestation contre la tenue de la journée Bleu-Blanc-Rouge à Paris aurait pue être plus importante. Présent à cette manifestation, je ne peux qu'être en accord avec Karine, car je n'ai dénombré qu'une petite vingtaine de personnes dans le cortège UNEF, ce qui n'est pas terrible. Par contre, il paraît que le bilan des chaînes est très bon avec 2000 adhésions et 4000 étudiants inscrits aux réunions de prérentrée. Info : avec 154 SOS inscrits à PVIII, Paris IV obtient le meilleur résultat sur la région parisienne.

Les attentes des Jeunes sont nombreuses et importantes car ils sont nombreux à avoir voté à gauche aux dernières législatives.

Il faut accentuer la lutte contre le Front National sur les Facs, en travaillant avec le corps associatif si nécessaire.

II-) Les exigences de l'UNEF

Le projet présenté par le gouvernement concernant les emplois jeunes est bien en soi, car travailler sur les difficultés que connaissent les jeunes est une nécessité face aux difficultés que nous connaissons. Cependant, il faut se préparer à se battre contre les effets pervers de ce projet, tels les effets de substitution à l'intérieur du service public : c'est à dire sous payer des jeunes pour faire le travail de fonctionnaires.

Il faut reprendre la lutte concernant l'aide sociale. Une coordination nationale sur ce thème, et d'autres, est en préparation, avec le MJS, la CGTJ, l'UNEF-ID, ANIMA FAC... Les autres thèmes de réflexion seront aussi nos axes de bataille : le droit aux études pour tous, l'abrogation des lois Pasqua-Debré, la réquisition des Facs Pasqua, le demi-tarif sur les transports, le versement du 1er mois des bourses dès octobre, l'année Joker, une exonération des droits d'inscription plus généreuse... La réunion d'un collectif budgétaire doit être exigées sur ces sujets qui sont au coeur de notre action.

Enfin, il faudrait que tous les adhérents de l'UNEF aient une vision plus claire du SOS aide sociale, qui doit permettre aux personnes qui en ont le droit de réclamer une bourse.

III-) Les voies du développement de l'UNEF

Il faut élargir l'organisation de l'UNEF, davantage réfléchir en terme d'associations de filières, pour simplifier le travail des responsables d'AGE, favoriser le développement des AGE, permettre une bonne

connaissance des UFR, capitale lors des élections de filières. Il faut davantage mettre la cotisation au cœur de la lutte, c'est à dire en faisant en sorte que la cotisation soit réglée (NB : en tant que trésorier je suis tout à fait d'accord), ce qui est nécessaire dans une période difficile pour les finances de nombreuses AGE en général, et du Bureau National en particulier.

Débats sur le rapport introductif

Par la suite, des débats ont eu lieu sur la place d'ANIMA FAC dans la Convention Nationale, prévue dans peu de temps, sans réponse satisfaisante de la part des membres du secrétariat. A cette question, la présence de l'UNEF dans ANIMA FAC a été contesté de manière sporadique.

Sur l'organisation en filières, une critique portant sur les risques d'une dérive corporatiste de l'UNEF a été prononcée, sans réellement convaincre.

Majoritairement, les membres du Collectif National se sont positionnés de manière à faire pression sur le gouvernement pour qu'il tienne ses promesses. Ainsi, sur l'Abrogation des Lois Pasqua-Debré, sur les 35 heures, sur les Emplois Jeunes, qui doivent être un moyen d'action contre la précarité. Il faut donc se battre pour qu'ils deviennent des emplois stables

Rapport de Marie-Noëlle

L'UNEF est un syndicat pluriel, offensif, réagissant sur de nombreux niveaux, et de manières nombreuses. Cependant, à l'heure actuelle, il faut développer des structures au delà du Bureau National et du Collectif National D'où le développement de secteurs, de commissions n'associant pas obligatoirement des membres du Bureau national.

Les critères de sélection retenus (très critiqués y compris par les représentants de Paris IV) ont pris en compte la volonté d'implanter l'UNEF dans l'Ouest et dans l'Est (où par magie des centaines d'adhérents sont attendus dans les semaines à venir !), la jeunesse des candidats, leur implantation dans leur AGE.

Les candidatures retenues (avec le nombre de voix obtenus au vote) sont :

1-) Sophie METZNER de Paris IV	élue avec 39 voix
2-) Stéphane PATURET de Toulouse	élu avec 35 voix
3-) Patricia d'Orsay	élu avec 38 voix
4-) Aline de Dijon	élue avec 36 voix
5-) Marie-Pierre de Toulon	élue avec 37 voix
6-) Jean-Marie de Rennes	élue avec 36 voix
7-) Mourad de la Cité Universitaire d'Antony	élue avec 35 voix

50 votants

46 exprimés

Nota bene :

La candidature de Philippe au Bureau National n'a pas été retenue, ce qui revient à considérer que les résultats de Paris IV n'incitent pas le Collectif National à croire en la nécessité pour l'UNEF de copier les méthodes et le mode de fonctionnement de l'UNEF Paris IV. Une seule représentation au BN pour récompenser les efforts de Sophie est tout ce qui est reconnu à l'UNEF Paris IV.

Les propositions sur le matériel, sur le travail à accentuer portent sur :

- 1-) Propager les résultats du procès concernant l'agression d'un camarade de Montpellier par un membre du FNJ.
- 2-) Développer une commission anti-sexisme dans l'UNEF
- 3-) Développer des accords avec des associations anti-racistes
- 4-) Agir pour une Journée d'action nationale en rapport au vote sur le budget et sur l'aide sociale.

Vote des motions

Bordeaux 1 : **Votée à l'unanimité**

Bordeaux 2 : **Votée à l'unanimité**

Montpellier 1 : **Retirée**

Montpellier 2 : **Votée à l'unanimité**

Montpellier 3 :
(dépenalisation du cannabis)

15 pour (dont Philippe)
20 contre
13 abstentions (dont Lionel et Sophie)
7 NPPPV

Caen 1 :
(retrait total des lois Bayrou ; organisation d'une conférence nationale pour organiser le retrait des lois Bayrou)

11 pour
28 contre (dont Sophie et Lionel)
13 abstentions (dont Philippe)
2 NPPPV

Caen 2 :
(abrogation des lois Faure, Savary, et Jospin)

10 pour
33 contre (dont tous les représentants de Paris IV)
10 abstentions
2 NPPPV

Caen 3 :
(l'abrogation des lois Falloux)

14 pour (dont Lionel qui voulait fêter son départ)
29 contre
2 abstentions
7 NPPPV (dont Philippe et Sophie, n'ayant rien compris au contre d'Ingrid)

Lille : **Retirée**

7777 :
(la création d'une commission sur la démocratie dans l'UNEF)

14 pour (dont les représentants de Paris IV)
29 contre
4 abstentions
7 NPPPV

Rouen :
(la sortie de l'UNEF d'ANIMA FAC)

16 pour (dont Philippe)
30 contre
3 abstentions (dont Lionel et Sophie)
5 NPPPV

Vote du rapport introductif de Karine

31 pour
0 contre
13 abstentions
8 NPPPV (dont tous les représentants de Paris IV)

Vote du rapport de Marie-Noëlle

35 pour (dont Lionel et Sophie)
6 contre
6 abstentions
4 NPPPV (dont Philippe)